

Vichy avant Vichy

Christian de Montlibert, sociologue (*)

« °De Munich à Vichy. La mort annoncée de la 3ème République, 1938-1940° » d'Annie Lacroix-Riz, Editions Armand Colin, 2008, 29 euros.

De Munich à Vichy est un « grand livre » dans lequel les lecteurs trouveront une analyse très documentée et très précise de la volonté des classes sociales dirigeantes, entre 1938 et 1940, d'organiser, avec l'appui de l'Allemagne nazie, une conquête du pouvoir pour établir en France un régime autoritaire. Cette volonté conduira, plutôt que de préparer la guerre contre le nazisme, à rêver d'abattre l'URSS et, à l'intérieur, à une véritable « guerre des classes » en pourchassant, sous des prétextes tous fallacieux, les communistes, « les meneurs de 1936 ». Il est vrai que la brève puissance de la classe ouvrière mobilisée avait épouvanté et mis en rage le patronat français aussi s'agissait-il de laver l'humiliation. Et ce d'autant plus que ce patronat admirait le système nazi qui avait remis le pouvoir aux responsables de l'économie et rêvait, comme cela avait été fait en Allemagne, de « l'écrasement du salaire », de « l'élargissement des profits », d'« un effort intensif de travail, le seul moyen des travailleurs de défendre leur niveau de vie étant d'allonger leur temps de travail » - et s'employait à le mettre en place.

Un noyau dirigeant de l'économie française de l'époque était, en effet, acharné à détruire une république jugée trop attentive aux revendications populaires. Ces hommes s'étaient agrégés au cercle du « Mouvement synarchique d'empire » qui allait être de toutes les menées et complots pour s'emparer du pouvoir, (ils reçurent tous la francisque d'honneur du premier conseil de novembre 1940). Ils surent s'allier à un fascisme militaire (dont au premier rang figurait Pétain, Weygand, Huntziger, Darlan...). Au sommet des nombreux cercles, réseaux, mouvements... se trouvait le « comité secret d'action révolutionnaire », autrement dit la Cagoule. Ils entretenaient des liaisons étroites avec l'Italie de Mussolini et avec l'Allemagne nazie. Mieux des agents de l'Allemagne (dont Otto Abetz) faisaient la pluie et le beau temps non seulement dans la presse française mais aussi dans la politique- seule l'Humanité ne s'y trompait pas et réclamait l'arrestation des cagouleurs et l'épuration de l'Etat des fascistes « agents de Hitler ».

Daladier, Flandin, Reynaud, Bonnet... revenus au pouvoir en 1938, s'efforçaient, avec le soutien d'Hitler, de mettre en place un « gouvernement fort, même très fort » et y réussirent. L'ambassadeur François-Poncet résumait tout cela en déclarant au Duce que « la France avait besoin d'« une fascisation de la démocratie ». Une fois obtenu les pleins pouvoirs (le 6 octobre 1938), après l'échec de la longue grève des dockers marseillais, Daladier fit promulguer (le 12 octobre) 32 décrets lois qui, non seulement, revenaient sur tous les acquis de 1936 -en légalisant la fin des 40heures (« ce désastre pour l'économie »), en organisant la baisse des salaires (les 45heures légales seront payées 40),en programmant l'usage des heures supplémentaires -mais, en plus, permettaient la chasse aux étrangers clandestins(à l'époque surtout des juifs d'Europe centrale). Les cheminots et la fédération de métaux, entre autres, eurent beau protester, il s'agissait de liquider l'agitation ouvrière avant l'arrivée de Ribbentrop à Paris. L'évacuation des entreprises occupées fut rapide et brutale. La répression

de la mobilisation ouvrière allait de plus en plus devenir une chasse contre les militants communistes ; il est vrai qu'elle avait déjà commencé avec la carte blanche qui avait été donnée aux policiers allemands et italiens pour collaborer avec la police française dès l'été 1938. On profita donc du pacte germano-soviétique - qui ne fut signé qu'après que la France et l'Angleterre eussent tout fait pour faire échouer une alliance avec l'URSS et ce malgré les efforts des attachés militaires français et de Vorochilov pour obtenir un accord ; mais il est vrai que le gouvernement préférait une guerre contre l'URSS plutôt qu'une guerre contre l'Allemagne hitlérienne - pour organiser une « lutte anti-communiste ». Il fallait « vaincre la résistance rouge » qui pourrait se dresser contre « l'avènement au pouvoir de l'autorité militaire ». Aussi les perquisitions et arrestations se multiplièrent-elles. En une nuit (7-8 octobre 1939) 50 députés communistes furent arrêtés : on leur reprochait d'être communistes et surtout d'avoir dit la vérité. En somme Vichy était là avant Vichy. La guerre contre l'ennemi intérieur permettait de ne pas avoir à préparer la guerre extérieure. La conclusion est logique : il restait aux dirigeants à s'entendre sur une défaite de l'armée pour permettre la « Révolution nationale » espérée. Dans ces conditions on comprend qu'en avril 1940 Weygand n'ait pas encore un plan de guerre à fournir au gouvernement, que rien n'ait été opposé à l'assaut des lignes françaises en mai 40, que des armes et des avions aient été laissés inemployés et qu'ait circulé la rumeur selon laquelle les communistes belges, français et des agents soviétiques sabotaient la défense.

Ce livre d'Annie Lacroix-Riz, comme les précédents, sera considéré comme « blasphémateur » et pourtant, comme les précédents, il s'appuie sur des documents français et étrangers maintenant accessibles (que les historiens français, sans doute « sous influence », rechignent à utiliser, à l'inverse d'ailleurs d'auteurs américains et canadiens) et les traitent avec rigueur en les croisant et en les soumettant à la critique. Raison de plus pour en conseiller vivement la lecture - toujours passionnante et très utile à qui veut comprendre la situation actuelle - non seulement à ceux qui savent que les classes dominantes peuvent s'il le faut, en cas de crise, renoncer à leurs divisions pour s'unir et faire aboutir leur domination de classe, mais aussi à tous ceux qui ont oublié ou n'osent plus, de peur de paraître « ringards », se servir de la notion de lutte de classe. Et aujourd'hui, ils sont nombreux - façonnés que nous sommes tous par une idéologie dominante (la TV n'est pas en reste dans la distillation insidieuse de ces représentations) qui serine à longueur de journée que nous vivons dans un monde qui n'est composé que d'individus en concurrence les uns avec les autres.

(*) Dernières publications ° : Savoir à vendre. L'enseignement supérieur et la recherche en danger. Raisons d'agir éditions, 2004° ; Les agents de l'économie : patrons, banquiers, journalistes, consultants, élus. Rivaux et complices. Raisons d'agir éditions, 2007.